

## Les élections américaines de mid term valident un modèle économique affranchi de la politique

### Le président «canard boiteux» est-il un danger pour l'économie ?

Les institutions américaines, basées sur les contre-pouvoirs à tous les niveaux et sur un retour régulier – tous les deux ans – vers les électeurs échappent un peu à notre entendement, vu de notre pays où la règle est le pouvoir absolu d'un seul homme, voire d'une seule mouvance. Les élections législatives du milieu de deuxième mandat présidentiel – celle de la sixième année – ne sont pas souvent gagnées par le parti du président. Celles de la semaine dernière n'ont pas fait exception et l'administration Obama se trouve isolée face à une chambre des Représentants et un Sénat à majorités républicaines. Le président devenu «un canard boiteux» suivant la terminologie locale, est même plus que cela encore, tant il est décrié au sein de son propre parti.

Les Etats-Unis entrent dans la phase finale d'une deuxième présidence de suite au bilan très médiocre, certains disent catastrophiques. Est-ce un danger pour l'économie ?

### Une présidence marquée par les conséquences de la révolution financière et commerciale Clinton

Peut-on parler réellement de catastrophe? George W. Bush restera le président américain qui a plongé l'Irak dans le Moyen Âge, déstabilisé encore davantage le Proche Orient, orchestré en quelque sorte la montée en puissance des extrémismes islamiques. En matière économique, sa présidence s'est en quelque sorte conclue avec la mise en faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008, moins d'un mois avant l'élection de Barak Obama. On ne doit cependant pas s'arrêter à la chronologie brute: la politique économique menée de 2000 à l'éclatement de la bulle de la dette hypothécaire (subprime) n'a été que le prolongement à peine accéléré des directions arrêtées par l'administration Clinton: transfert des pleins pouvoirs à la Réserve Fédérale, politique fiscale contrôlée par les députés et sénateurs républicains, accords suicidaires avec la Chine en matière de commerce international, fuite en avant bancaire et financière.

La crise que Barak Obama a subie et dont la résolution s'est organisée sous sa présidence, est plus la conséquence de la stratégie Clinton et des mesures d'accompagnement Bush. M. Obama n'a guère modifié la direction prise, le symbole de sa complaisance ou de sa soumission face aux lobbies de Washington étant la réglementation à minima qu'il a imposé aux banques. L'Europe, et même le Royaume Uni ont mieux tiré sur ce plan les conclusions de la crise financière. Il est vrai que les institutions américaines comme la justice et la Réserve Fédérale n'ont pas eu besoin de la présidence ni du Congrès pour faire le ménage, et relancer la machine économique

## Désastre de politique internationale et gestion passive – et réussite - de la crise

La déception du mandat Obama en matière de politique internationale est d'autant plus grande que l'attente était forte, comme le fameux prix Nobel de la paix 2009 l'illustre. Le retrait d'Irak est un désastre et n'est pas mené à bien, l'ensemble du Proche Orient a été une nouvelle fois bousculé par des initiatives contradictoires et, surtout, le partisan du multilatéralisme qu'est le président américain est entré dans une curieuse croisade contre la Russie, restaurant une union de cette dernière avec la Chine.

Ce n'est pas ce qui explique la perte des deux chambres du Congrès. On sait qu'on ne gagne pas des élections sur la politique étrangère: dans le camp du président américain, on pouvait légitimement penser que la bonne conjoncture économique limiterait au moins les dégâts dans le corps électoral.

Les Etats-Unis ont pansé les plaies de la crise: on le mesure à la progression de 22 % du produit intérieur brut de 2008 à aujourd'hui. L'Allemagne – le modèle de nos élites – affiche sur la même période un score de 1,3 %. Le chômage s'est installé au-dessous de 6 % de la population active et Wall Street bat record sur record. L'indice Dow Jones a doublé depuis l'investissement de janvier 2009.

La sanction des électeurs dans un tel contexte montre paradoxalement une certaine adhésion au fonctionnement qui a permis ces bonnes performances économiques. La gestion de l'économie finalement confiée à la Réserve fédérale – qui n'a rencontré que des oppositions de posture aux déficits budgétaires qui devaient accompagner sa politique monétaire -, cela marche et va bien aux Américains. L'inaction politique, laissant les lobbies de Washington décider des réformes et de leur ampleur, cela marche aussi. L'efficacité macro et micro se retrouvent finalement dans cette limitation du pouvoir politique à la négociation manœuvrière entre divers groupes de pression à Washington.

## Le modèle gagnant de la direction économique géré sans le pouvoir politique

Ainsi, au-delà des effets médiatiques, ces élections «de mid term» ne changent pas la donne et chacun semble s'en satisfaire. Battu malgré les bonnes indications pour l'économie et un marché de l'emploi tendanciellement assaini, le président «canard boiteux» confirme une évolution de modèle institutionnel. Ce qu'on attend finalement des hommes politiques dans des pays comme le nôtre, c'est une direction, une impulsion pour donner le mouvement. S'ils font le job, c'est tant mieux. Mais s'ils ne le font pas, cela n'a rien de dramatique: le pouvoir de gestion s'opère un peu de lui-même et les équilibres qu'il obtient ne sont pas moins efficaces. Le tout est de pouvoir l'appuyer sur un large consensus au sein de la population.

Après tout, nous avons en Europe des exemples de cette autorégulation plus efficace que des lignes politiques affirmées ou des contraintes administratives nationales et supranationales dogmatiques. En Italie, du temps de la Démocratie Chrétienne (de la fin de la guerre à 1992), ne disait-on pas qu'il valait mieux avoir des agents économiques riches et un Etat pauvre, plutôt que l'inverse? Plus près de nous, quel est le pays qui, de 1993 à 2007 a réduit le poids de sa dette de 137% à 84 % du produit intérieur brut et a limité sa remontée à moins de 100 % avec la crise financière? Le Royaume de Belgique, qui, dans les cinq dernières années a connu 25 mois de vacances de pouvoir.